

Les organisations syndicales dites non-réformistes sont engagées depuis bientôt 50 jours dans un combat dont l'issue doit être la suppression du projet de loi de réforme des retraites et le retour à des travaux sur l'élaboration d'une autre réforme, plus juste, plus solidaire, plus reconnaissante des métiers et des parcours professionnels et surtout sans préalable financier injustifié aujourd'hui.

Les représentants du personnel de la Ville de Rennes, de son CCAS et de Rennes Métropole sont eux aussi engagés dans cette lutte sans précédent.

Vendredi 24 janvier doit avoir lieu la présentation du texte lors d'un conseil des ministres. Les organisations syndicales opposées à ce texte voient à travers le maintien du calendrier du gouvernement une ultime provocation et la preuve d'un réel mépris de la demande de la majorité des français d'un abandon de cette réforme.

Par solidarité et dans le cadre des Assemblées Générales et actions devant se dérouler ce jour-là, les représentants CGT du personnel de la Ville de Rennes, son CCAS et Rennes Métropole, ne participeront pas au Comité Technique commun.

Nous aurions aimé que les élus Rennais, dont la majorité est issue de la gauche et de l'écologie, s'approprient et partagent plus clairement la déclaration nationale du 20 décembre dernier condamnant cette réforme. Ces élus auraient eu bonne presse d'accepter la demande de report de ce Comité Technique afin de montrer leur solidarité envers les agents qui manifestent en ce 24 janvier.

Ces mêmes élus qui sont souvent mis en avant par leur politique audacieuse et novatrice, souvent copiée, devraient également se positionner clairement vis à vis de ce projet de loi injuste.

Nous invitons l'ensemble des agents de nos collectivités à nous rejoindre, dès 11 heures, esplanade Charles de Gaulle, pour exprimer le souhait de voir ce projet définitivement abandonné et pour le lancement d'une autre réforme.